

L'espace psychique sous la dictature en Argentine : le courage de penser

Du 11 au 16 août 1985 s'est tenue, à Buenos Aires, la *Première Rencontre internationale de psychodrame et de psychothérapie de groupe*. Un millier de psychothérapeutes — et parmi eux un grand nombre de psychanalystes — ont travaillé sur les thèmes habituels des Congrès de ce type : questions de clinique, de technique, de théorie et de formation. Mais il s'agissait surtout, et à plus d'un titre, d'une *rencontre*. D'abord avec ce qui n'a pu être signifié, avec ce qui n'a pu avoir lieu, avec ce qui a été perverti, dans la réalité psychique et dans le travail psychique, pendant la période de la dictature militaire. Rencontre aussi, forte et émouvante, entre ceux de l'exil et de la diaspora argentine, et ceux qui, restés dans leur pays, ont dû vivre le déchirement et l'exil du dedans, les uns cherchant à dire aux autres ce qu'aura été la violence de cette blessure, et ce qu'il y aura eu de culpabilité et d'impuissance à être, où que ce soit. Rencontre entre Latino-Américains confrontés plus qu'ailleurs à penser l'incidence du contexte sociopolitique et culturel sur la santé mentale et le travail psychique, et notamment dans le cadre de la psychothérapie de groupe et du psychodrame. Rencontre enfin, désirée internationale, notamment avec l'Europe, terre des origines et des exils.

Invité à cette Rencontre comme collègue et comme ami, j'en reviens témoin d'une recherche qui ne peut laisser indifférent quiconque a la charge de rendre possible qu'un espace de travail psychique soit assuré dès lors que s'instaure un processus psychothérapeutique. La dictature militaire argentine a révélé, dans des conditions différentes de celles du nazisme, l'incidence violente de l'espace politique dans l'espace psychique, tant à propos du problématique travail du deuil des "disparus" qu'à propos du maintien d'un véritable dispositif de travail psychique dans un régime totalitaire. Il y a, dans ces questions, beaucoup plus et autre chose qu'un débat de conjoncture : elles engagent une réflexion de fond sur certains processus psychiques majeurs, par exemple sur le deuil, et sur l'inscription sociale, culturelle et politique de la mort et du corps réel ; elles interrogent les limites de l'autonomie et des solidarités entre l'espace psychothérapeutique et l'espace politique ; elles questionnent la position subjective du psychothérapeute dans une situation-limite, hélas non exceptionnelle.

La qualité des échanges dans cette Rencontre internationale fut au niveau de l'ampleur des questions qui s'y formulèrent : questions nécessaires, douloureuses, vitales. Il fallait, en effet, non seulement survivre à la dictature, mais aujourd'hui vivre avec une expérience et un savoir conquis sur l'horreur : la crainte qu'elle ne se reproduise n'est pas encore tout-à-fait dissoute.

Au moment où se tenait cette Rencontre s'achevait l'instruction du Jugement des principaux chefs de la dictature militaire. La presse quotidienne et *El Diario del Juicio*, spécialement édité pour l'événement, rendaient compte de ce qui jusqu' alors demeurait l'irreprésenté, le silence, la terreur sans nom ni mémoire. Le Jugement n'est pas seulement la manifestation des témoignages et la mise en forme de l'accusation par la désignation des responsables et des causes ; il est surtout l'une des formes de la mémoire à construire sur les trous du discours laissés par les disparitions et le silence.

Chaque semaine, le jeudi après-midi, les *Mères de la Plaza de Mayo* poursuivent, avec des femmes plus jeunes et des hommes, leur ronde devant le Palais du Gouvernement pour exiger de lui qu'une parole vraie soit dite sur les disparu(e)s : des fils et des filles, des pères et des mères, des femmes, des époux, des compagnons. Les *Mères* sont une force et un symbole : l'inscription qu'elles ont brodée sur leur châle blanc porte le nom de leur disparu(e) et la date de la disparition. Elles demandent l'inscription publique, politique, de ce qu'elles ne peuvent inscrire, sans résolution ni paix, que sur leur propre corps, non dans leur esprit.

Le mouvement politique des *Mères de la Place de Mai* se double d'une recherche de fond sur les effets psychiques de la répression et sur le travail clinique avec les familles de disparus ; ces recherches sont conduites et réalisées par l'Equipe d'assistance psychologique qui collabore depuis de nombreuses années avec les *Mères*. Lors d'un entretien avec cette équipe, et en présence des *Mères*, j'ai été touché ici encore par la qualité d'une recherche qui se laisse interroger, par exemple sur les conditions de possibilité d'un espace thérapeutique dans un contexte militant. D'autres mouvements politiques et différents groupements de psychologues, de psychothérapeutes et de psychanalystes participent à des

recherches sur des thèmes proches, ou développent des stratégies ou des thèses différentes. Le fait est qu'un débat public s'instaure, souvent soutenu par les instances officielles (1).

Ce contexte de débat critique et de jugement fut contemporain de la Rencontre. Il soutint la lucidité et le courage des échanges, y compris sous la menace réitérée d'attentats à la bombe contre le Congrès et contre l'une des organisations invitantes.

Parmi les questions qui parcouraient la Rencontre, deux qui la dépassaient s'y sont focalisées. Elles méritent l'attention.

Disparition, travail du deuil et inscription sociale

30 000 personnes ont disparu sous la dictature, la plupart entre 1976 et 1978 ; elles ont été dites disparues : sans trace, sans corps, sans parole vraie sur la cause. Il ne s'agit, en aucun cas, d'une disparition analogue à celle que produit une catastrophe naturelle ou technique. Là, le deuil est possible : un consensus soutient la représentation de la mort et de la disparition du corps. La spécificité du traumatisme infligé par la dictature est la disparition muette : elle se révèle dans le génocide interne, la terreur imposant silence à la parole, l'aliénation mutuelle dans la répression. Le trou de la disparition impose des effets pathologiques actuels et sur plusieurs générations. Une telle atteinte multidimensionnelle ébranle chez chacun les fondations du lien, de la pensée et de l'identité.

L'ordre des choses, l'ordre des causes ont été pervertis par la confusion à laquelle les a soumis la dictature : devant la disparition, celle-ci imposait le silence, la culpabilité et la renégation. Elle obligeait chacun à garder le silence pour assurer sa propre survie, à dénier toute information qui pourrait donner une signification politique à la disparition : elle induisait à sauvegarder la dictature au prix du silence et de la culpabilité. Elle cultivait, en effet, des sentiments de culpabilité vis-à-vis du disparu qui devait être considéré comme coupable du seul fait de sa disparition. Les pressions exercées sur les familles,

(1) En septembre 1984, le ministère de la Santé publique, l'Université et la plupart des associations de psychologues et de psychanalystes ont organisé une journée d'étude et de confrontation sur les "Effets de la répression : la dimension du psychisme".

afin qu'elles tiennent le disparu pour mort, pour qu'elles le déclarent mort sans en connaître la cause, et pour oublier le passé allaient dans le même sens, ou bien alors pour considérer la dissidence politique comme une inadaptation sociale et comme une cause d'enfermement pour troubles mentaux. Accepter ces modèles était une condition pour survivre, au prix d'un clivage de la personnalité et des objets de la réalité : à condition de ne rien vouloir savoir de la disparition et de mettre en œuvre une renégation massive du lien avec le disparu.

Le travail psychique du deuil, qui aboutit à admettre la perte et la séparation de l'être aimé, à l'établir en soi dans l'ambivalence des sentiments, et à reprendre, à cette occasion, le travail du deuil des premiers objets d'amour, s'étaie toujours sur une inscription collective, sociale, culturelle ou religieuse, prend appui sur des actes rituels et sur des énoncés communs qui disent quelque chose d'important et de nécessaire sur l'origine, sur la fin et sur la succession des générations. En ce sens, il n'y a pas de deuil strictement privé, quand bien même le travail du deuil est, comme tout travail psychique, une création qui engage la singularité intime de chaque sujet.

Les psychothérapies avec les membres de familles de disparus semblent montrer que, dans les circonstances politiques des disparitions, il ne peut y avoir de travail du deuil qui ne s'étaie sur une *inscription politique* et non seulement sociale, des disparitions, c'est-à-dire de la mort des disparus du fait de la guerre silencieuse faite par la dictature à sa propre nation. Le travail qui s'effectue actuellement en Argentine cherche à éviter l'écueil du double réductionnisme qui psychiatriserait ou sociatriserait les troubles pathologiques survenus durant le temps de la dictature. Il s'agit, à la dimension d'une société, d'une élaboration collective et individuelle dans l'après-coup, d'un traumatisme sans nom, d'une perte insupportable, d'un deuil encore impossible.

L'espace du travail psychique et l'ordre des causes

Pour qu'un travail psychique d'où le sujet ne soit pas exclu demeure possible, il est nécessaire qu'un espace de libre pensée soit garanti contre toute intrusion et contre toute réification qui viendraient du dedans ou du dehors, abolir cet espace. Les règles d'un dispositif de travail psychothérapeutique ont ainsi une double portée : elles définissent des conditions propres à la mise en œuvre et au changement du processus psychique ; elles neutralisent les ordres interférents avec le champ proprement psychique. Les règles structurent, limitent, protègent, assurent une relative autonomie au processus mobilisé par le dispositif.

Dans une psychothérapie, et ceci est vrai pour une psychanalyse, la neutralisation des ordres interférents est une nécessité méthodologique pour que puisse se manifester les expressions les plus proches de la vérité du sujet quant à son corps, quant à son désir, quant à son lien avec les autres et avec son monde interne, quant à sa parole.

Un tel modèle de dispositif est plus ou moins congruent avec un modèle du fonctionnement psychique et avec un modèle du processus psychothérapeutique, donc de la psychopathologie. Il est congruent avec une théorie du sujet singulier. Mais son fonctionnement dépend, c'est une apparence banalité de le dire, du méta-cadre social et politique sur lequel il prend appui. Ce méta-cadre est implicite, invisible et muet : il n'en produit pas moins ses effets à bas bruit, effets d'interférence que le dispositif a précisément pour fonction de neutraliser dans toute la mesure du possible, afin d'en analyser les effets dans le champ psychique.

La dictature militaire en Argentine produit un méta-cadre sociopolitique qui interfère violemment avec le dispositif du travail psychique. Et d'abord avec les dispositifs thérapeutiques de groupe et les activités communautaires : pourchassés, interdits ou dissous parce que soupçonnés d'être des foyers de subversion sociale. Dans les hôpitaux, le démantèlement des services qui avaient eu recours à de tels dispositifs fut silencieux, ou rationalisé d'une manière autorépressive. La pratique privée subsista, tant bien que mal, parce qu'il fallait vivre et maintenir dans toute la mesure du possible, un lieu de parole et de travail psychique, contre le silence et la terreur. Mais qu'advenait-il de ce travail et de cet espace lorsque l'intrusion brutale de l'ordre militaire dans l'espace d'une séance — pour arrêter un thérapeute, un psychanalyste ou un patient — faisait éclater le dispositif de travail psychique ? Qu'advenait-il surtout lorsque s'installait la crainte de l'intrusion ? Qu'est-ce alors que parler librement, sur le divan ou en groupe et comment, côté fauteuil, maintenir une "attention également flottante" quand pèsent le silence, le soupçon, la peur ? Quel ordre symbolique peut se déployer quand un proche, un patient, un thérapeute, un psychanalyste disparaît *réellement*, dans le silence social et psychique total ? Quand cette disparition redouble, dans son obscurité, l'imaginaire ?

Il faut être attentif à la lucidité et au courage des psychothérapeutes de groupe et des psychanalystes argen-

tins qui osent dire — de l'intérieur de leur pratique — que durant les années de dictature le cadre de la cure a pu être subverti ou empêché par l'urgence du réel et qu'il a pu « se constituer un pacte pervers entre les membres des groupes thérapeutiques afin d'éviter l'apparition de thèmes compromettants : l'impensable fut enterré et utilisé comme facteur de cohésion ».

Ce qui est interrogé en Argentine, et qui vient de l'être encore récemment en Allemagne à propos de la période nazie (2), c'est l'articulation entre l'espace du travail psychique et l'espace politique. C'est la limite à partir de laquelle le second abolit ou pervertit le premier. C'est aussi l'idéologie des thérapeutes et des psychanalystes, leurs alliances et leurs rejets, leurs complicités et leurs dégoûts.

Cette interrogation est soutenue en Argentine par une longue et féconde tradition de travail psychanalytique groupal. Le groupe, en effet, dans un dispositif approprié, confronte chacun avec les parties de soi inconscientes que gère et organise, en soi et hors de soi, l'ordre social, culturel, religieux, politique. C'est probablement cette culture de l'inconscient qui anime la lucidité et le courage de la recherche des Argentins. Une recherche qui ose dire, au risque du pire malentendu, que l'avenir de chacun et de tous passe par la remémoration et la reconnaissance des failles et des fautes, des ambivalences et des ambiguïtés.

Coincidence des événements : par des voies spécifiques et combien différentes — celle de la Rencontre et celle du Jugement — une société tente d'inscrire dans sa mémoire une histoire qui, au moment où elle se produisait, en-deçà du silence de la répression multiple : militaire, politique, sociale, psychique, était irréprésentable. La longue recherche des Argentins est la ré-inscription et la ré-signification d'une histoire à partir de laquelle puisse être séparé, identifié et articulé l'ordre des causes.

René KAES
Professeur de psychologie clinique
Université Lyon 2

(2) Congrès de l'Association psychanalytique internationale, juillet 1985, Hambourg. cf. aussi l'ouvrage récent de Jean-Luc Evard : "Les Années brunes, la Psychanalyse sous le III^{ème} Reich". Editions Confrontations, 1984. Le travail de J.-L. Evard, à propos d'un contexte différent, développe des problèmes proches : sur le silence social, l'abolition des traces de l'histoire, l'effraction du cadre psychanalytique.